

DIRECTION
de la
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 3

Numéros dans les séries spéciales :
153 TM 62 TOM 17 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	.....	du	.....
n°	.....	du	.....
n°	.....	du	.....
n°	.....	du	.....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n°	du
----	-------	----	-------

ROLE DU COMPTABLE PAYEUR EN CAS DE SIGNIFICATION A SA CAISSE
D'OPPOSITIONS PRIVILEGIEES VENANT EN CONCURRENCE
AVEC LE PRIVILEGE DU CREANCIER NANTI

MODIFICATION DES DISPOSITIONS DE LA CIRCULAIRE N° 3.336 DU 14 MAI 1937
RELATIVE AU NANTISSEMENT DES MARCHES DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES
PUBLIQUES

DOCUMENT A ANNOTER :
Néant.

La circulaire n° 3.336 du 14 mai 1937 relative au nantissement des marchés de l'Etat et des collectivités publiques indique, en ses dispositions finales, que le Comptable « n'a pas à se faire juge du privilège » lorsque des oppositions, par lesquelles les requérants revendiquent l'un des privilèges énumérés à l'article 7 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif au financement des marchés de l'Etat et des collectivités publiques, lui sont signifiées le même jour ou postérieurement à la signification du nantissement.

En pareils cas, le Comptable doit, selon cette circulaire, surseoir à tous paiements en attendant l'intervention d'un règlement amiable ou judiciaire entre toutes les parties intéressées.

D'autre part, et en vertu des dispositions de l'article premier, dernier alinéa, du décret du 30 octobre 1935 relatif à la déchéance quadriennale, le montant des créances frappées d'opposition devait être versé, à la clôture de l'exercice, à la Caisse des Dépôts et Consignations.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	SIA	TGP	RF	P	TGA	RFA	TOM
BA	EPA	EPI	UF	CCM	ASR	HLM	VIL	RIC	TCE	ASA

DIFFUSION
G

Ainsi, à cette époque, l'application des directives de la circulaire rappelée ci-dessus et qui découlent du principe général de la « neutralité » du Comptable, en sa qualité de tiers-payeur, ne soulevait pas de difficultés et ne risquait pas de léser les droits des divers opposants dans le cas de retard apporté à l'intervention du règlement amiable ou judiciaire.

Il n'en est plus de même depuis que, en application de l'article 148 de la loi n° 45-195 du 31 décembre 1945, les Comptables ne procèdent plus à la consignation d'office des sommes frappées d'oppositions. A défaut d'une consignation demandée par l'une des parties, ces sommes sont soumises aux effets de la déchéance quadriennale et sont définitivement acquises au Trésor dès lors qu'elles n'ont pu être payées dans le délai imparti. Une telle conséquence est rigoureuse pour les intéressés et la position d'expectative prescrite par la circulaire du 14 mai 1937 pourrait être attaquée devant les tribunaux.

Pour ces motifs, il a été décidé, en accord avec le service du Contentieux et de l'Agence Judiciaire du Trésor public de remplacer la dernière partie de la rubrique : « 3° Paiements » de la Circulaire susvisée, par le texte suivant :

« Par ailleurs, et par application de l'article 4 du décret, les oppositions significées le même jour ou postérieurement à la signification du nantissement, font obstacle à la remise des fonds au créancier nanti, lorsque les requérants revendiquent l'un des privilèges énumérés à l'article 7. Cette revendication doit d'ailleurs être expressément formulée dans l'exploit, sinon, le Comptable n'a pas à se préoccuper du privilège. »

« Ainsi placé en face d'oppositions privilégiées concurrentes, le Payeur ne doit pas craindre de prendre parti entre elles, dès lors que leur rang respectif, fixé dans le principe par les dispositions combinées des articles 4 et 7 du décret, est certain. Une attitude d'expectative ne serait légitime de sa part qu'au cas où un doute sérieux s'élèverait sur ce rang, de nature à faire craindre une contestation ultérieure sur le caractère libératoire pour le Trésor du paiement effectué. Dans ce cas, il lui appartiendrait de surseoir à tous paiements en attendant l'intervention d'un règlement amiable ou judiciaire entre toutes les parties intéressées et d'informer celles-ci de sa décision en leur rappelant que, sauf consignation de la somme litigieuse à la demande de l'une d'entre elles, la créance sera définitivement éteinte à l'expiration du délai de la déchéance quadriennale. »

« Lorsque les requérants revendiquent l'un des privilèges visés à l'article 8, le Comptable ne peut de toute façon en tenir compte, que si le créancier prétendument privilégié justifie d'un agrément exprès donné par l'autorité compétente aux travaux ou fournitures dont le privilège garantit le paiement. »

« La forme de cet agrément sera précisée, par décret, pour chaque Administration intéressée. »

« Il est rappelé qu'aux termes de l'article 6 le créancier nanti peut requérir du Comptable un état détaillé des significations reçues par lui en ce qui concerne le marché »

« Il est à noter, par ailleurs, que ni le droit de préférence ni l'agrément donné aux sous-traitants conformément à l'article 8 du décret-loi ne dispensent les créanciers privilégiés de procéder par les voies de droit, c'est-à-dire, le cas échéant, de pratiquer des saisies-arrêts régulières et de les faire valider. »

Le Directeur de la Comptabilité Publique :

MARTIAL-SIMON.
